

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

25 FÉVRIER 1999

Proposition de résolution relative à la dénucléarisation de la Belgique

(Déposée par M. Anciaux)

DÉVELOPPEMENTS

ANTÉCÉDENTS

Durant les années quatre-vingt, à l'époque des manifestations antimissiles, un grand nombre d'administrations communales ont déclaré leur commune zone «dénucléarisée». Au sens strict, cette matière ne relevait pas de la compétence des administrations locales; ces dernières ont ainsi posé une acte politique. Depuis, les missiles nucléaires ont été retirés de Florennes et du territoire belge. Certaines des armes nucléaires qui sont stockées depuis beaucoup plus longtemps à Kleine Brogel, sont toujours là. Dirigées vers quel ennemi?

La recherche sur les effets des armes nucléaires sur l'homme et l'environnement a été poursuivie. Le 8 juillet 1996, la Cour internationale de justice de La Haye a, d'une part, déclaré illicites les armes nucléaires et, d'autre part, instauré une obligation internationale de désarmement nucléaire. À la lumière de ces faits nouveaux, il est juridiquement et moralement nécessaire de poser un acte politique allant dans le sens de la dénucléarisation de la Belgique. Après les atrocités de la Première Guerre mondiale, il y a 80 ans, et l'Holocauste survenu à peine 22 ans plus tard, le Sénat pourrait contribuer ainsi à réduire les risques d'une guerre nucléaire.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

25 FEBRUARI 1999

Voorstel van resolutie betreffende een kernwapenvrij België

(Ingediend door de heer Anciaux)

TOELICHTING

AANLEIDING TOT DEZE RESOLUTIE

In de jaren tachtig, ten tijde van de rakettenbetogingen, hebben een groot aantal gemeentebesturen hun gemeente «kernwapenvrij» verklaard. Strikt genomen viel deze materie buiten de bevoegdheid van de lokale besturen; zij stelden een politieke daad. Ondertussen zijn de kernraketten van Florennes verdwenen, weg van het Belgische grondgebied. Van de kernbommen die al veel langer opgeslagen zijn in Kleine Brogel, zijn evenwel een aantal nog steeds aanwezig. Gericht naar welke vijand?

Ondertussen is het onderzoek naar de effecten van kernwapens op mens en milieu voortgezet. Op 8 juli 1996 werden de kernwapens door het Internationaal Gerechtshof illegaal verklaard en bestaat de internationale verplichting tot nucleaire ontwapening. Met deze nieuwe feiten voor ogen is het juridisch en moreel noodzakelijk een politieke daad te stellen om te komen tot een kernwapenvrij België. Na de gruwelen van de eerste wereldoorlog, nu 80 jaar geleden, en de holocaustoorlog, amper 22 jaar later, kan de Senaat zo bijdragen tot het verkleinen van de kansen op een nucleaire oorlog.

LES ARMES NUCLÉAIRES SONT LES ARMES LES PLUS DESTRUCTRICES QUE L'ON AIT JAMAIS CONÇUES

Les effets directs et indirects de l'utilisation des armes nucléaires dépassent à tous égards ceux des autres armes de destruction massive. Les effets sont inventoriés dans un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, qui fait autorité en la matière (Effets de la guerre nucléaire sur la santé et les services de santé, OMS, Genève, 1987).

L'onde de choc énorme dont la force atteint celle d'un ouragan, souffle tous les bâtiments dans un rayon important. L'onde thermique déclenche une tempête de feu inextinguible. Le rayonnement initial de neutrons et de rayons gamma provoque des doses de rayonnement mortelles à proximité de l'explosion tandis que les retombées irradiant des zones situées jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres du point d'impact. L'explosion atomique provoque une impulsion électromagnétique qui rendrait inutilisables tous les appareils électroniques situés dans une zone étendue et qui perturberait les systèmes de communication. En cas d'utilisation combinée de plusieurs armes nucléaires, la masse de poussières, de suies et de gaz toxiques formant le « champignon », qui est chassée dans l'atmosphère par la tempête de feu, reste planer en grande partie au-dessus de la région sinistrée, provoquant ainsi une baisse temporaire de la température (hiver nucléaire).

L'Association médicale internationale pour la prévention de la guerre nucléaire, qui a reçu le prix UNESCO d'éducation à la paix en 1984 et le prix Nobel de la paix en 1985 pour sa campagne d'information objective et faisant autorité, sur les effets des armes nucléaires, nous met en garde : même le système de soins de santé le plus développé est totalement impuissant face aux effets d'une explosion nucléaire. Hiroshima et Nagasaki nous ont enseigné qu'une petite bombe atomique est capable, en une fraction de seconde, de pulvériser des dizaines de milliers de personnes, de les réduire en cendres ou de les exposer à un rayonnement mortel. Outre les décès directs, ce type d'arme fait un nombre encore beaucoup plus grand des blessés graves souffrant de fractures ouvertes, de brûlures effroyables et de longues maladies dues au rayonnement. Même lorsque la cible initiale de l'arme nucléaire est une cible militaire, la nature des effets de l'explosion atomique est telle qu'il est impossible d'épargner les citoyens ou l'infrastructure civile (récoltes, pâturages, zones de pêche, réserves d'eau potable, villages, villes, etc.).

Même en cas de mise en œuvre effective des traités de limitation des armements qui ont été signés au cours de la dernière décennie et qui sont censés réduire le nombre d'armes nucléaires de manière draconienne, les arsenaux nucléaires subsistants représenteront encore une puissance de feu égale à

KERNWAPENS ZIJN DE MEEST DESTRUCTIEVE WAPENS OOIT ONTWIKKELD

De directe en indirecte effecten van kernwapens overtreffen in alle opzichten die van andere massavernietigingswapens. De effecten werden in een gezaghebbend rapport van de Wereldgezondheidsorganisatie geïnventariseerd (« Effets de la guerre nucléaire sur la santé et les services de santé », OMS, Genève, 1987).

De enorme schokgolf met orkaankracht laat in een grote straal alle gebouwen instorten. De hittegolf doet onblusbare vuurstormen ontstaan. De initiële neutronen- en gammastralen zorgen in de omgeving van de explosie voor dodelijke stralingsdosissen, terwijl de fall-out honderden kilometers verder gelegen gebieden radioactief besmet. Door de kernexplosie ontstaat een elektromagnetisch pulseffect, waardoor in een groot gebied elektronische apparaten uitvallen en communicatiesystemen gestoord raken. Wanneer meerdere kernwapens worden ingezet, zullen de massa's stof, roet en giftige gassen die in de paddestoelwolk en door de vuurstormen de atmosfeer worden ingejaagd en grotendeels boven het getroffen gebied blijven hangen, tijdelijk een temperatuursdaling (nucleaire winter) veroorzaken.

De Internationale Vereniging van artsen voor de preventie van een atoomoorlog, die voor haar objectieve en autoritaire informatiecampaagne over de effecten van kernwapens in 1984 de UNESCO-prijs voor Vredesopvoeding en in 1985 de Nobelprijs voor de Vrede kreeg, waarschuwt ervoor dat zelfs het best uitgebouwde gezondheidszorgsysteem totaal machteloos staat tegenover de gevolgen van een kernexplosie. Hiroshima en Nagasaki leerden ons dat één kleine atoombom in staat is om in een fractie van een seconde vele tienduizenden mensen te verpulveren, te verassen en dood te stralen. Een veelvoud van het aantal directe doden blijft zwaargewond achter, met open breuken, etterende brandwonden en sluipende stralingsziekten. Zelfs wanneer het oorspronkelijk doelwit van het kernwapen een militair doelwit is, dan nog maakt de aard van de effecten van een atoomexplosie dat het onmogelijk is om burgers of civiele infrastructuur (oogsten, graaslanden, visgronden, drinkwatervoorraden, dorpen, steden, enz.) buiten schot te laten.

Zelfs als wapenbeheersingsakkoorden die het afgelopen decennium afgesloten werden en die het aantal kernwapens drastisch zouden beperken, daadwerkelijk worden uitgevoerd, dan vertegenwoordigen de overblijvende kernarsenalen nog ruim zeventien keer meer explosiekracht, dan alle explosieven,

plus de 700 fois celle de tous les explosifs, mines, munitions, bombes et grenades utilisés au cours de la Deuxième Guerre mondiale, de la Guerre de Corée et de la Guerre du Vietnam réunies.

Les armes nucléaires sont les armes de destruction massive les plus efficaces jamais inventées. Leurs effets ne peuvent être endigués ni dans le temps ni dans l'espace et elles frappent aveuglément sans faire la distinction entre les civils et les militaires.

LES ARMES NUCLÉAIRES SONT DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ILLICITES

Le 8 juillet 1996, la Cour de justice internationale de La Haye, saisie par l'Assemblée générale des Nations unies, a qualifié d'illicites la menace et l'utilisation d'armes nucléaires en général. Ce jugement ne laisse place à aucune menace ni à aucune utilisation légale des armes nucléaires.

Mais quel est exactement le contenu de la décision de la Cour de La Haye? La Cour a jugé: «la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire aux règles du droit international applicable dans les conflits armés et, spécialement, aux principes et règles du droit humanitaire.»

La Cour de La Haye s'est basée notamment sur les faits suivants:

— La nature spécifique de l'arme atomique fait que le pouvoir destructeur même d'une petite bombe atomique est plusieurs fois supérieur à celui des autres armes. Une explosion atomique cause une onde de choc immense, une onde thermique dévastatrice et une contamination par la radioactivité. Ce type d'armes ne permet pas de faire la distinction entre civils et militaires.

— Les effets des armes nucléaires ne peuvent être limités ni dans l'espace ni dans le temps. Le nuage radioactif ne s'arrête pas à la frontière des pays qui ne sont pas impliqués dans le conflit. Les générations futures qui naîtront longtemps après la fin du conflit subiront toujours les conséquences des explosions atomiques. Cela revient à fouler au pied le principe de neutralité.

Après avoir jugé la menace ou l'emploi d'armes nucléaires généralement contraires au droit international, la Cour internationale de justice a ajouté: «qu'elle ne peut cependant conclure de façon définitive que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait licite ou illicite dans une circonstance extrême de légitime défense dans laquelle la survie même d'un État serait en cause.»

mijnen, kogels, bommen en granaten die gebruikt werden in Wereldoorlog II, de Korea-oorlog en de Vietnamoorlog samen.

Atoomwapens zijn de meest krachtige, de meest vernietigende massavernietigingswapens die ooit werden ontwikkeld. De effecten ervan zijn noch in de ruimte, noch in de tijd te controleren en treffen zonder onderscheid zowel burgers als militairen.

KERNWAPENS ZIJN ILLEGALE MASSAVERNIEGINGSWAPENS

Op 8 juli 1996 oordeelde het Internationaal Gerechtshof van Den Haag, op vraag van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, dat het dreigen met en het gebruik van kernwapens in het algemeen onwettig zijn. Deze uitspraak laat geen ruimte voor enige legale dreiging met of gebruik van atoomwapens.

Wat heeft het Hof van Den Haag dan precies beslist? Het Hof heeft geoordeeld dat: «de dreiging met of het gebruik van atoomwapens in het algemeen strijdig zijn met de internationale rechtsregels vervat in het oorlogsrecht en meer bepaald de principes en regels van het humanitair recht.»

Het Hof van Den Haag baseerde zich onder andere op de volgende feiten:

— De specifieke aard van een atoomwapen maakt dat de vernietigingskracht van zelfs een kleine kernbom vele malen die van andere wapens overtreft. Een kernexplosie veroorzaakt een immense drukgolf, een verschroeïende hittegolf en radioactieve besmetting. Daardoor is het onmogelijk om enig onderscheid te maken tussen burgers en militairen.

— De effecten van kernwapens kunnen noch in de ruimte, noch in de tijd begrensd worden. De radioactieve wolk stopt niet aan de grens van een niet in het conflict betrokken land. Toekomstige generaties, die lang na het beëindigen van het conflict geboren worden, zullen nog steeds schade ondervinden van de kernexplosies. Daardoor wordt het neutraliteitsprincipe met voeten getreden.

Aan het oordeel dat de dreiging met en het gebruik van kernwapens over het algemeen strijdig zijn met het internationaal recht, voegde het Internationaal Gerechtshof toe dat het: «geen definitief oordeel kon vellen over de vraag of in een extreem geval van zelfverdediging, waarbij het voortbestaan van de natie op het staat, dreigen met of gebruik maken van kernwapens al dan niet legaal zijn.»

Cette dernière règle est invoquée à tort par les conseillers juridiques de l'OTAN pour justifier le maintien des arsenaux nucléaires. Pourquoi à tort? Parce que:

— la Cour n'a pas jugé que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait licite dans un cas extrême de légitime défense. Elle a déclaré que les armes nucléaires sont généralement illicites et que l'on pourrait peut-être imaginer — mais elle n'est pas sûre qu'on le puisse — une situation extrême dans laquelle le recours à l'arme nucléaire pourrait éventuellement être admis.

— Le président de la Cour a souligné explicitement, à la suite de ce jugement, que ce paragraphe ne saurait en aucune manière être interprété comme une porte entrouverte par la Cour à la reconnaissance de la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.

— La Cour a jugé que toute utilisation d'armes nucléaires doit en tout cas, même en situation extrême de légitime défense lorsque la survie d'un État est en jeu, respecter les règles du droit international en vigueur telles qu'elles figurent dans le droit de la guerre et le droit humanitaire (notamment distinction entre civils et combattants, respect du principe de neutralité, etc.). La Cour a constaté que les partisans des armes nucléaires n'ont pu donner aucun exemple concret dans lequel tel serait le cas.

LE DÉMANTÈLEMENT DE TOUTES LES ARMES ATOMIQUES EST UNE OBLIGATION LÉGALE

Le jour même où ils ont rendu leur jugement historique sur la licéité des armes nucléaires, les juges de la juridiction mondiale suprême se sont prononcés unanimement sur la signification de l'article 6 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Le TNP est entré en vigueur en 1970 et son application a été prolongée pour une durée indéterminée en 1995 par plus de 180 États parties au traité. L'article 6 du TNP dispose ce qui suit: «Chacune des parties au traité s'engage à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire, et sur un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace».

Les puissances nucléaires et leurs alliances militaires ont fait valoir pendant des années qu'elles n'étaient pas en infraction par rapport à cet article parce qu'elles menaient régulièrement des négociations sur la maîtrise de l'armement nucléaire (SALT, START, INF, ect.) et parce qu'elles estimaient que le démantèlement de l'ensemble des armes nucléaires était indissociablement lié au désarmement général.

Die laatste regel wordt door de juridische adviseurs van de NAVO ten onrechte ingeroepen als verantwoording voor het bestendigen van de nucleaire arsenaal. Ten onrechte, want:

— Het Hof heeft niet geoordeeld dat in een extreem geval van zelfverdediging het dreigen met of gebruiken van kernwapens gewettigd zijn. Het Hof zei dat kernwapens in het algemeen onwettig zijn en er misschien, alhoewel het dat niet zeker wist, een extreme situatie denkbaar zou zijn waarin het eventueel toegelaten zou zijn.

— De voorzitter van het Hof benadrukt na deze uitspraak expliciet dat deze paragraaf in geen enkel geval mag geïnterpreteerd worden alsof het Hof de deur voor het wettelijk dreigen met of gebruiken van atoomwapens op een kier laat.

— Het Hof oordeelde dat ieder gebruik van kernwapens in alle gevallen, ook in geval van extreme zelfverdediging wanneer het voortbestaan van de natie op het spel staat, moet beantwoorden aan de geldende internationale rechtsregels, zoals vervat in het oorlogsrecht en het humanitair recht (onder andere onderscheid maken tussen burgers en combattanten, het neutraliteitsprincipe eerbiedigen, enz.). Het Hof stelde vast dat de voorstanders van kernwapens geen enkel concreet voorbeeld hebben kunnen aandragen waarin dat het geval zou zijn.

TOTALE NUCLEAIRE ONTWAPENING IS EEN WETTELIJKE VERPLICHTING

Op dezelfde dag van de historische uitspraak over de illegaliteit van kernwapens, spraken de rechters van het hoogste juridische orgaan ter wereld zich unaniem uit over de betekenis van Artikel VI van het Non-Proliferatieverdrag (NPV). Het NPV werd in 1970 van kracht en werd in 1995 door de meer dan 180 lidstaten voor onbepaalde duur verlengd. Artikel VI van het NPV gaat als volgt: «Alle lidstaten van het verdrag voeren te goeder trouw onderhandelingen over effectieve maatregelen om de nucleaire wapenwedloop op korte termijn te stoppen en over nucleaire ontwapening, alsook over een verdrag voor algemene en volledige ontwapening onder strikte en effectieve internationale controle».

De kernmachten en hun respectieve bondgenootschappen hebben jarenlang geargumenteed dat ze niet in overtreding waren met dit artikel, omdat ze geregeld onderhandelden over kernwapenbeheersing (SALT, START, INF, enz.) en omdat ze van mening waren dat totale nucleaire ontwapening onlosmakelijk verbonden was met algemene ontwapening. Het overgrote deel van NPV-lidstaten en een overdonde-

La grande majorité des pays TNP et une majorité écrasante des pays qui siègent au sein de l'assemblée générale des Nations unies ont cependant estimé que les puissances nucléaires ne respectaient pas les engagements qu'ils avaient pris en application de l'article VI, dès lors qu'elles n'ont jamais fait, depuis 1970, de réels efforts pour éliminer toutes les armes nucléaires. Il n'y a même jamais eu de négociations sur cet objectif concret. Au contraire, après la signature du traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires, les puissances nucléaires se sont rabattues sur des expériences nucléaires sous-critiques, pour pouvoir garder leur arsenaux nucléaires opérationnels et pour pouvoir les moderniser.

La Cour internationale de justice a tranché définitivement la question en affirmant que l'article VI contient davantage qu'une vague promesse. Les juges ont considéré à l'unanimité que l'article VI impose l'obligation explicite d'arriver par la négociation à un démantèlement total des armes nucléaires. Les négociations sur la maîtrise ou la réduction de l'armement nucléaire ne suffisent pas à elles seules, les négociations doivent conduire au résultat recherché, c'est-à-dire le désarmement nucléaire total. La Cour a également fait clairement la distinction entre l'obligation d'éliminer toutes les armes nucléaires par la négociation et l'objectif du désarmement général.

Ce jugement implique que tous les pays qui ne se sont pas encore engagés dans pareilles négociations ne respectent pas leurs engagements internationaux. La Belgique pourrait, comme elle l'avait fait dans le processus de négociations sur l'interdiction générale des mines antipersonnelles, jouer un rôle moteur dans le lancement d'une conférence internationale au sein de laquelle les nations négocieraient de bonne foi sur l'élaboration d'une convention prohibant toutes les armes atomiques. En tant qu'État partie au TNP, la Belgique s'y est également engagée, mais dans la pratique, chaque fois que l'assemblée générale des Nations Unies est invitée à se prononcer sur l'engagement de telles négociations, notre pays vote systématiquement contre.

LÉGITIMITÉ DE LA PRÉSENTE RÉOLUTION

La présente résolution tire sa légitimité notamment des faits suivants :

— Les principes de Nuremberg découlant des décisions des tribunaux de Nuremberg et de Tokyo, qui ont été promus au rang de règles internationales par les Nations unies en 1950, imposent aux individus l'obligation de prévenir les crimes de guerre. C'est ainsi que, selon le tribunal de Tokyo, « Est un criminel potentiel au regard des règles du droit international celui qui a connaissance d'activités illégales et qui

rende meerderheid binnen de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties waren echter de mening toegedaan dat de kernmachten hun verbintenissen onder Artikel VI niet naleefden, doordat ze sinds 1970 nooit aanstalten hebben gemaakt om alle kernwapens te elimineren. Over deze concrete doelstelling werden er zelfs nooit onderhandelingen gevoerd. Integendeel, na het afsluiten van het Algemeen Teststopverdrag van 1996, schakelden de kernmachten gewoon over op subkritische kernexperiments om hun atoomarsenalen operationeel te houden en te moderniseren.

Het Internationaal Gerechtshof heeft de knoop definitief doorgehakt en oordeelde dat Artikel VI meer is dan een vage belofte. Alle rechters waren unaniem van mening dat Artikel VI de expliciete verplichting oplegt om via onderhandelingen tot een totale nucleaire ontwapening te komen. Onderhandelen over nucleaire wapenbeheersing of -reductie op zich is niet voldoende, de onderhandelingen moeten tot resultaten leiden, namelijk de volledige eliminatie van alle atoomwapens. Het Hof ontkoppelde ook in alle duidelijkheid de verplichting om alle kernwapens door middel van onderhandelingen te elimineren van de doelstellingen van algemene ontwapening.

Die uitspraak impliceert dat alle landen die niet betrokken zijn bij dergelijke onderhandelingen, hun internationale verplichtingen niet nakomen. Net als bij het onderhandelingsproces over een algemeen verbod op antipersoonsmijnen, zou België een voortrekkersrol moeten spelen bij het starten van een internationale conferentie waarop te goeder trouw onderhandeld wordt over de totstandkoming van een verdrag dat alle atoomwapens verbiedt. Als NPV-lidstaat is ook België daartoe gebonden, maar in de praktijk stemt ons land in de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties systematisch tegen het starten van onderhandelingen.

BASIS VOOR DE LEGITIMITEIT VAN DEZE RESOLUTIE

De legitimiteit van deze resolutie is onder meer gebaseerd op de volgende feiten :

— De Nuremberg principes voortvloeiende uit de besluiten van het Nuremberg Tribunaal en het Tokio Tribunaal en in 1950 door de Verenigde Naties tot internationale wet verheven, leggen individuen de verplichting op om oorlogsmisdaden te voorkomen. Zo besloot het Tokio Tribunaal dat : « Iedereen die weet heeft van illegale activiteiten en de mogelijkheid heeft hiertegen op te komen, volgens de internationale

s'abstient de prendre des mesures en vue de les prévenir, alors qu'il avait la possibilité de s'y opposer».

— Les résolutions WHA36.28 et WHA40.24 de l'Organisation mondiale de la santé, qui affirment que les divers effets des armes nucléaires dépassent de loin ceux de n'importe quelle autre arme de destruction massive; qu'en raison de la nature spécifique des armes nucléaires, leurs effets ne peuvent être contrôlés ni dans l'espace ni dans le temps; qu'en cas d'utilisation d'armes nucléaires, il est impossible de faire une distinction entre les cibles militaires et les victimes civiles; que la prévention est la seule réponse médicale possible aux effets de destruction massive des armes nucléaires;

— L'opinion de la Cour internationale de justice de La Haye, dans laquelle la plus haute juridiction mondiale a conclu, après avoir confronté les armes nucléaires aux règles du droit international en vigueur, que la menace d'utiliser ou l'utilisation de ces armes sont contraires, notamment, au droit de la guerre et au droit humanitaire;

— L'article II du Traité de non-prolifération par lequel la Belgique, en tant qu'État non doté d'armes nucléaires, s'engage à n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires;

— L'article VI du Traité de non-prolifération, qui, selon l'interprétation unanime de la Cour internationale de justice, oblige explicitement tous les pays à négocier en vue d'arriver à un désarmement nucléaire complet à court terme;

— Les résolutions 49/75K du 15 décembre 1994, 51/45M du 10 décembre 1996 et 52/L37 du 10 novembre 1997, qui ont été approuvées à une majorité écrasante par l'assemblée générale des Nations unies. Ces résolutions appellent à engager le plus rapidement possible, conformément à la décision de la Cour internationale de justice, des négociations en vue de l'élimination de toutes les armes nucléaires. Les résolutions successives montrent que la grande majorité des peuples exigent un démantèlement total des armes nucléaires. Contrairement au Conseil de sécurité des Nations Unies, l'assemblée générale représente à peu près l'ensemble de la population mondiale, mais ses résolutions n'ont malheureusement aucune force légale contraignante. Leur légitimité n'en est que plus grande.

INVENTAIRE DES ARMES NUCLÉAIRES EN BELGIQUE

Le site de Kleine Brogel (Peer, Limbourg) abrite selon les estimations une dizaine de bombes atomiques. Même s'il n'y en a que dix, elles ont ensemble le pouvoir destructeur de 265 bombes d'Hiroshima. Il s'agit de bombes B61 dont on peut estimer que la puis-

rechtsregels een potentieel misdadiger is, tenzij die persoon maatregelen neemt om de misdaad te voorkomen».

— Resoluties WHA36.28 en WHA40.24 van de Wereldgezondheidsorganisatie, waarin gesteld wordt dat de diverse effecten van kernwapens die van om het even welke andere massavernietigingswapens ver overtreffen; dat door de specifieke aard van kernwapens deze effecten noch in de ruimte, noch in de tijd onder controle kunnen worden gehouden; dat het bij het gebruik van kernwapens onmogelijk is om een onderscheid te maken tussen militaire doelwitten en burgerslachtoffers; dat er naast preventie geen enkel medisch antwoord bestaat op de massavernietigende effecten van kernwapens.

— De opinie van het Internationaal Gerechtshof van Den Haag, waarin het hoogste juridische orgaan ter wereld kernwapens heeft getoetst aan de geldende internationale rechtregels en hieruit besloot dat het dreigen ermee of het gebruik ervan strijdig zijn met ondermeer het oorlogsrecht en humanitair recht.

— Artikel II van het Non-Proliferatieverdrag, waarin België zich als niet-kernmacht ertoe verbindt om op geen enkele wijze de overdracht van kernwapens te aanvaarden.

— Artikel VI van het Non-Proliferatieverdrag, dat volgens de eensluidende interpretatie van het Internationaal Gerechtshof alle landen er expliciet toe verplicht om op korte termijn alle kernwapens weg te onderhandelen.

— Resolutie 49/75K van 15 december 1994, resolutie 51/45M van 10 december 1996 en resolutie 52/L37 van 10 november 1997, die in de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties met overgrote meerderheid werden goedgekeurd. Deze resoluties roepen op om, conform de uitspraak van het Internationaal Gerechtshof, zo snel mogelijk onderhandelingen te starten die tot de eliminatie van alle kernwapens moeten leiden. De opeenvolgende resoluties tonen aan dat de grote meerderheid der volkeren achter de eis voor totale nucleaire ontwapening staat. In tegenstelling tot de VN-Veiligheidsraad, vertegenwoordigt de Algemene Vergadering nagenoeg de ganse wereldbevolking, maar hebben haar resoluties jammer genoeg geen wettelijk afdwingbaar karakter. De legitimiteit ervan is daarentegen des te groter.

WELKE KERNWAPENS ZIJN ER IN BELGIË?

In Kleine Brogel (Peer, Limburg) bevinden er zich naar schatting tien kernbommen. Ook als het er maar tien zijn, hebben ze samen de vernietigingskracht van 265 Hiroshimabommen. Het gaat om B61-bommen waarvan de kracht kan worden vastgelegd op een

sance se situe entre 300 et 170 000 tonnes en équivalent TNT. Elles peuvent être larguées par des bombardiers F16 du 10^e Wing. Leur protection est assurée par le 52^e Munition Support Squadron (MUNSS) de l'USAF. Avant 1992, quelque 25 bombes nucléaires étaient stockées à Kleine Brogel. Depuis, les Américains ont retiré une grande quantité d'armes nucléaires de leurs bases situées aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, en Grèce et en Turquie. En 1988, l'on avait déjà assisté au retrait des fameux euromissiles de Florennes. Ces derniers ont été détruits en application du Traité sur les armes nucléaires à moyenne portée. Le retrait des dernières bombes atomiques de Belgique pourrait s'inscrire dans une stratégie de zones dénucléarisées. Une telle dénucléarisation ne pourra être atteinte qu'en retirant toutes les armes nucléaires des pays qui n'en possèdent pas eux-mêmes.

Dans le passé, bien des vaisseaux de l'OTAN ont fait escale dans des ports maritimes, avec des armes nucléaires à leur bord. Pendant toute la durée du mouillage de ceux-ci, il y avait donc des armes nucléaires sur le territoire des pays visités.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

— considérant,

1. que plusieurs communes se sont proclamées communes dénucléarisées depuis de nombreuses années;
2. que les armes nucléaires sont les armes les plus destructrices que l'on ait jamais mises au point;
3. que les armes nucléaires sont des armes de destruction massive illicites;
4. que le désarmement nucléaire est une obligation légale;
5. que des bombes nucléaires américaines sont stockées sur le site de la base de l'OTAN située à Kleine Brogel (Peer, Limbourg);
6. que des vaisseaux de l'OTAN transportant à leur bord des armes nucléaires mouillent régulièrement dans nos ports maritimes;

waarde tussen 300 en 170 000 ton TNT-equivalenten. Ze kunnen worden gedropt door F16-bommenwerpers van de 10^e Wing. Ze worden beschermd door het 52^e Munition Support Squadron (MUNSS) van de USAF. Voor 1992 lagen er zo'n 25 kernbommen opgeslagen in Kleine Brogel. Sindsdien hebben de Amerikanen ook uit bases in Nederland, Duitsland, Italië, Griekenland en Turkije aanzienlijke hoeveelheden kernwapens teruggetrokken. In 1988 waren al de beruchte euoraketten uit Florennes weggehaald. Ze zijn vernietigd krachtens het Intermediate Nuclear Forcesverdrag. Het weghalen van de laatste kernbommen uit België kan kaderen in de strategie van de kernwapenvrije zones. Die kunnen tot stand worden gebracht doordat alle kernwapens worden teruggetrokken uit alle landen die ze zelf niet bezitten.

In het verleden meerden op geregelde tijden NAVO-schepen met kernbommen aan boord in de zeehavens aan. Tijdens die periodes bevinden zich dus kernwapens binnen het territorium.

Bert ANCIAUX.

*
* *

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

— overwegende dat

1. sinds vele jaren een aantal gemeenten zich tot kernwapenvrije gemeenten hebben uitgeroepen;
2. kernwapens de meest destructieve wapens zijn die ooit werden ontwikkeld;
3. kernwapens illegale massavernietigingswapens zijn;
4. nucleaire ontwapening een wettelijke verplichting is;
5. op de NAVO-basis van Kleine Brogel (Peer, Limburg) Amerikaanse kernbommen liggen opgeslagen;
6. NAVO-schepen met kernbommen aan boord geregeld aanleggen in onze zeehavens.

— demande au gouvernement fédéral de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire de la Belgique une zone dénucléarisée.

— vraagt de federale regering alle maatregelen te nemen die nodig zijn om een kernwapenvrij België te bekomen.

Bert ANCIAUX.